

Des transformations de société à la transformation sociale et politique : quelles places et fonctions des communs et de l'économie sociale et solidaire ?

Le développement fulgurant des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication modifie en permanence les rapports de travail, les rapports au travail, les rapports entre temps libre et temps de travail, les rapports aux savoirs, les rapports pédagogiques, familiaux, interindividuels, de soi à soi... Comment ces transformations de société, de l'économique à l'intime, ouvrent-elles des perspectives de transformation sociale dans lesquelles les femmes et les hommes de toutes conditions cherchent à s'émanciper de ce qui les contraint pour écrire une nouvelle page de leur histoire ?

Dans le domaine économique, la construction de communs échappant à la propriété privée individuelle et à la propriété publique, dont l'économie sociale et solidaire est la forme la plus élaborée, n'est-elle pas en train, au moment où nous parlons, de remettre en cause les rapports de production, de consommation et de propriété hérités du capitalisme industriel ? Alors que le libéralisme économique semble devoir régner sans partage sur la planète, les bouleversements en cours « qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse » (1) - et c'est un des enjeux de ce colloque - ne s'apparentent-ils pas à une forme de « révolution sociale » (2) qui en appelle d'autres (juridiques, politiques, culturelles, éducatives...) dans lesquelles les hommes prendraient réellement conscience de ces bouleversements et s'engageraient dans leur dépassement ?

Nous mesurons bien la difficulté d'esquisser et de mettre en discussion un modèle explicatif permettant de mieux appréhender les modes actuels d'organisation et surtout de transformation d'un monde de plus en plus globalisé et soumis aux bouleversements générés, souvent de manière contradictoire, par un développement scientifique et technologique fulgurant, par une économie de marché de plus en plus prégnante, mais aussi par des aspirations fortes et de plus en plus massives à une économie collaborative et à une société du partage, sans oublier l'affaiblissement des Etats dits « démocratiques » et les modes nouveaux de mobilisation, de résistance et de lutte qui s'organisent en réseaux.

Commençons par une préoccupation de langage : il ne faut pas confondre les transformations de société (expression toujours au pluriel) dans lesquelles les hommes sont pris - qu'ils en profitent, au moins momentanément, ou qu'ils les subissent, souvent pour longtemps - et la transformation sociale et politique (expression généralement au singulier) dans laquelle les hommes s'engagent individuellement et collectivement dans la modification de rapports sociaux, juridiques et politiques qu'ils jugent inacceptables. Les transformations de société (aujourd'hui, le redéploiement des inégalités, les crises à répétition, le chômage de masse mais aussi l'expérimentation de manières nouvelles de produire, de se nourrir, d'habiter...) ne conduisent pas mécaniquement à la transformation sociale et politique (nouveaux droits et régimes de propriété, nouvelles institutions

(1)K. Marx : *Contribution à la critique de l'économie politique* (Préface), p. 4.

(2)Ibid., p.4.

politiques, réorganisation des pouvoirs de décision et de gestion...). Pour que l'on puisse parler de transformation sociale et politique, il est besoin de l'intelligence, de l'imaginaire et de l'engagement de femmes et d'hommes qui y ont intérêt.

Ainsi, sommes-nous conduits à adopter une position de principe qui, jusqu'à preuve du contraire, nous paraît juste : les hommes qui sont les « produits » de l'Histoire sont, en même temps, les seuls à pouvoir faire l'Histoire. Il s'agit alors de voir et de comprendre comment les hommes et les femmes peuvent être amenés à prendre appui sur les transformations de société de tous ordres (technico-scientifiques, économiques, sociales...) pour s'engager dans les transformations sociales et politiques qu'ils jugent nécessaires, par des pratiques intellectuelles, culturelles, idéologiques, d'éducation mutuelle... porteuses de prises de conscience, d'émancipation et de capacités à agir nouvelles.

Ces précautions essentielles ramenées à la question des communs et de l'Economie Sociale et Solidaire ouvrent sur quelques remarques et propositions :

1) L'Economie Sociale et Solidaire, tant dans ses formes actuelles qu'au moment du mouvement ouvrier émergeant au 19^{ème} siècle, apparaît comme autant de modes de production, de consommation et de gestion contradictoires avec « le libéralisme d'un marché autorégulateur » et le développement d'une « société de marché » (3) pour lesquels tout, y compris les services publics, doit se penser en termes de productivité, de performance et de profit. Et ce n'est pas un hasard si l'Economie Sociale et Solidaire ainsi qu'une philosophie et une sociologie des communs connaissent, aujourd'hui, un développement remarqué au moment où, comme au 19^{ème} siècle, l'économie se « désencastre de la société » (4) et tente d'imposer sa loi sur tous les domaines de l'activité humaine (santé, culture, recherche, éducation, création artistique...). En effet, c'est bien parce que l'économie de marché et sa financiarisation sont difficilement contrôlables que les individus et le corps social réagissent de deux manières contradictoires : le repli sectaire, communautariste et nationaliste ou, au contraire, l'engagement dans la construction de communs et dans des pratiques coopératives et solidaires.

2) Ainsi, dans cette période où le nouveau peine à naître et « que s'ouvre devant nous une longue période de convulsions, d'affrontements et de bouleversements » (5), une sorte de course poursuite est engagée entre deux scénarii : l'un catastrophique, celui du règne de la violence et des oppressions de toutes sortes ; l'autre, celui de la construction de rapports économiques, sociaux et politiques plus égalitaires et résolument démocratiques.

3) Comme nous le montrent certains phénomènes actuels (d'un côté la violence organisée, de l'autre le développement de coopérations solidaires), les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication peuvent servir les deux scénarii. Les savoirs et les techniques ne sont jamais neutres notamment dans les périodes de bouleversement social. Dans le même temps et à la différence des précédentes révolutions technologiques (la vapeur, l'électricité, le pétrole...), la révolution actuelle est, tout à la fois et dans le même mouvement, économique, sociale, politique et culturelle. Elle ne concerne pas d'abord les rapports économiques de production avant de gagner un peu plus tard et

(3) K. Polanyi, *La grande transformation*.

(4) Ibid.

(5) P. Dardot et C. Laval, *Commun. Essai sur la révolution au 21^{ème} siècle*, p. 569.

progressivement les autres champs de l'activité humaine et les autres rapports sociaux (politiques, culturels, interpersonnels, cognitifs...). Les individus, les groupes sociaux et les sociétés se trouvent confrontés d'emblée à des bouleversements inédits et de tous ordres, qui touchent au travail, à la vie quotidienne voire à l'intimité de chacun.

4) Ainsi s'agit-il de bien mesurer pourquoi et comment avec le support des nouvelles technologies et dans les différentes formes d'économie sociale et de pratiques solidaires (SCOP, Mutuelles, associations, ONG, mouvements sociaux), se construit patiemment mais résolument, au quotidien et en situation, un « imaginaire social » (6) pouvant jeter les bases d'un « social-historique » (7) nouveau construit autour de communs, de valeurs, de significations, de savoirs, de pratiques de coopération et de démocratie réelle. Seul un tel imaginaire social peut nous permettre de combattre cette « montée de l'insignifiance » (8) du tout marchand et, tout à la fois, cette prolifération d'imaginaires fermés, sectaires, ségrégationnistes, nationalistes et fondamentalistes pour lesquels rien n'est discutable et qui très souvent ne connaissent que la violence.

5) Si non veut que cette complexité soit plus lucidement appréhendée et que les enjeux puissent être compris par ceux qui ont intérêt à la transformation sociale et politique d'un monde qui ne peut rester longtemps en l'état, nous préconisons, à la lumière d'autres moments de l'Histoire (les Cahiers de doléances de 1789, la naissance du mouvement ouvrier, l'affaire Dreyfus, la Libération...), le soutien, la reconnaissance publique et la mise en œuvre d'initiatives et de démarches d'éducation populaire politique. Cette éducation populaire politique qui ferait le choix de la construction mutuelle des savoirs et des expériences plutôt que celui de la leçon faite au peuple, a clairement deux formes complémentaires, l'une « organique » faisant corps avec le mouvement social lui-même (et à ce titre, la construction de communs et l'économie sociale et solidaire sont des espaces d'éducation populaire mutuelle), l'autre que nous qualifions de « propédeutique » parce que préparatoire à l'engagement social et politique, ce qui doit être la mission des associations, mouvements et fédérations « agréés d'éducation populaire ».

6) C'est à cette seule condition que les individus et les groupes sociaux pourront se donner collectivement les formes juridiques, philosophiques, scientifiques, artistiques, pédagogiques, leur permettant de prendre conscience des contradictions, des bouleversements et des crises qu'ils subissent pour les conduire à leur résolution et à leur dépassement, et ainsi s'engager dans un parcours d'émancipation. Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication par le partage des savoirs et des expériences qu'elles permettent, ainsi que les pratiques d'Economie Sociale et Solidaire et de construction des communs, doivent favoriser cette éducation populaire politique et

(6) C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*.

(7) Ibid.

(8) C. Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*.

mutuelle porteuse d'un nouvel imaginaire social. Ainsi, nouvelles technologies et économies solidaires peuvent trouver leur place et leur rôle à la fois dans les transformations de société par la remise en cause d'un système socio-économique néfaste à brève échéance pour l'Humanité, et dans les engagements individuels et collectifs de transformation sociale visant à construire un nouveau devenir.

7) Ces deux dimensions - les transformations de société et la transformation sociale et politique - doivent nous conduire à repenser les relations entre les intellectuels et le peuple qui marquent à la fois - et ce n'est pas un hasard - l'histoire du mouvement social et celle de l'éducation populaire. Il s'agit de dessiner une nouvelle figure de l'intellectuel qui ne se limite pas à la critique, y compris la plus radicale de la réalité du monde, même si cette dernière est nécessaire. Nous appelons de nos vœux l'engagement de deux nouveaux types d'intellectuels qui ne se situeraient pas en position de surplomb mais adopteraient une posture qui est celle d'être d'aplomb avec le réel et avec les gens qui y vivent. Le premier type est celui de l'intellectuel « praxéologue » qui se donne pour mission d'identifier, de décrire et d'analyser les pratiques de transformation sociale et politique et d'en socialiser les savoirs de la pratique dans le but d'en faire un bien commun. Ainsi, il n'y a pas que l'économie qui peut être sociale et solidaire. Les savoirs sociaux et d'expérience doivent également le devenir si l'on veut que se construise une intelligence collective d'un nouveau projet de société réellement partagé. Un nouveau dispositif à trois pieds pourrait alors se mettre en place, associant les expériences de transformation sociale et politique aussi modestes soit-elles (on pense à ce « million de révolutions tranquilles » (9) dont parle Bénédicte Manier), les apports cognitifs des intellectuels praxéologues, les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication à l'image, par exemple, du site « Education populaire et transformation sociale » que nous sommes quelques uns à animer.

8) Mais il y a un autre type d'intellectuel complémentaire du précédent et qui aurait toute sa place dans les processus de transformation sociale et politique. On a encore bien du mal à le définir. Nous hésitons entre « intellectuel opérationnel », « intellectuel citoyen », « intellectuel ou chercheur en résidence ». En 2006, Pierre Rosanvallon en donnait déjà une approche assez précise quand il parlait de « l'intellectuel impliqué, chercheur associé à la société civile, celui qui produit à la fois l'outil et la critique » (10). Cette approche qui, avec l'expérience, devrait connaître des évolutions, nous fait penser, par exemple, à Miguel Benasayag accompagnant les travaux l'Université Populaire-Laboratoire Social de la Maison des Jeunes et de la Culture de Ris-Orangis en banlieue parisienne ou encore au sociologue clinicien du travail, Pierre Roche, engagé dans des parcours d'émancipation et de « subjectivation » (11) impliquant des conducteurs de trains, des aides soignantes, des femmes en formation et en recherche d'emploi, des éducateurs spécialisés confrontés à des jeunes impliqués dans l'économie parallèle de la drogue.

(9) B. Manier, *Un million de révolutions tranquilles*.

(10) P. Rosanvallon, *Le Monde* du 20 Mai 2006.

(11) P. Roche, *La sociologie clinique*.

9) Il est nécessaire et urgent que l'Economie Sociale et Solidaire ne soit pas considérée comme un mode de gouvernance parmi d'autres (privée, publique) - que donc on ne la banalise pas - mais que pour les acteurs eux-mêmes elle fasse sens et mouvement social au service de la construction de ce que Jacques Rancière appelle une « subjectivation collective » ouvrant sur une nouvelle histoire. La crainte existe toujours que l'Economie Sociale et Solidaire ne soit conduite, dans un rapport de force qui ne lui est pas encore favorable, à adopter les langages et les modes de « gouvernance » du libéralisme économique, ce qui lui ferait perdre sa portée sociale et politique de contestation et de transformation. En revanche, c'est précisément l'adoption du commun comme principe régulateur et une utilisation fermement collaborative des nouvelles technologies qui peuvent en faire une « praxis instituante »(12) consciente de sa portée politique, préparatoire à « ce moment d'accélération, d'intensification et de collectivisation » (13) que Pierre Dardot et Christian Laval nomment tout simplement « révolution » et que Castoriadis décrivait comme « l'autotransformation de la société dans un temps bref » (14). Autrement dit et pour faire court, comment ces trois révolutions en cascade (technologique, sociale et politique) peuvent-elles ouvrir une nouvelle perspective à une humanité prise dans un monde de convulsions morbides et d'affrontements violents ? La révolution ne se décrète pas. Un long travail préalable est indispensable. Une Economie Sociale et Solidaire bien pensée et surtout bien conduite peut alors s'imposer comme un espace et un moment essentiels et incontournables de ce travail.

(12) P. Dardot et C. Laval, *Commun. Essai sur la révolution au 21^{ème} siècle*, p. 575 et suivantes.

(13) Ibid., p. 575.

(14) C. Castoriadis, entretien avec François Dosse, 24 novembre 1987, cité par P. Dardot et C. Laval, *Commun. Essai sur la révolution au 21^{ème} siècle*, p. 575.

Références bibliographiques.

Dardot P. et Laval C. (2014), *Commun. Essai sur la révolution au 21^{ème} siècle*, Paris, Editions La Découverte.

Castoriadis C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Editions du seuil.

Castoriadis C. (1996), *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Editions du Seuil.

Gaulejac (de) V., Hanique F. et Roche P. (2007), *La sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques*, Ramonville Saint-Agne, Editions Erès.

Manier B. (2012), *Un million de révolutions tranquilles*, Paris, Editions Les Liens qui Libèrent.

Marx K. (1972), *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Editions Sociales.

Polanyi K. (1983), *La grande transformation*, Paris, Editions Gallimard.

Résumé.

Les pratiques d'Economie Sociale et Solidaire associées à une utilisation collaborative des NTIC et à un retour du commun comme principe instituant, portent en germe une transformation sociale et politique dont les femmes et les hommes de toutes conditions sont appelés à être les auteurs et les acteurs.

Et si ce processus inédit dans l'histoire de l'humanité avait cette triple vertu indispensable à toute révolution, de modifier profondément les rapports socio-économiques, de dessiner les contours d'un nouvel imaginaire social et de contribuer à la nécessaire éducation populaire politique conduisant les individus à penser et à construire collectivement un nouveau devenir ?

A une condition essentielle : que la mondialisation libérale ne parvienne pas à désarmer et à annihiler ce qui la contredit. Un combat est engagé entre les tenants du tout marché comme « fin de l'Histoire » et ceux qui aspirent à en écrire une nouvelle page.

Mots clés : transformation, imaginaire social, éducation populaire, communs, révolution.